

Matthew Bolton : Andreas Malm et les ambiguïtés de l'antisionisme «vert»¹

En mai 2021, un différend juridique de longue date (et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, toujours non résolu) concernant la propriété d'un certain nombre de biens immobiliers dans le quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, a explosé en violence. Les affrontements entre la police israélienne et les manifestants à la mosquée Al-Aqsa ont été suivis par des milliers de roquettes tirées sans discrimination sur les villes israéliennes par les militants du Hamas à Gaza. En réponse, les forces israéliennes ont bombardé des cibles à Gaza, provoquant de nombreuses victimes civiles. Des violences intercommunautaires ont éclaté dans les rues d'Israël entre Juifs et Arabes. De grandes manifestations ont été organisées contre les actions israéliennes à Gaza dans de nombreuses villes d'Europe et des États-Unis². De nombreuses attaques violentes et verbales contre des Juifs, contre des magasins appartenant à des Juifs et des synagogues ont été enregistrées dans le sillage des manifestations³. Les réseaux sociaux ont été inondés de messages, d'images et de mèmes, qui utilisaient souvent des concepts antisémites, et exprimaient leur opposition à Israël et la condamnation morale de cet État⁴. Les comparaisons entre Israël et l'Afrique du Sud sous l'apartheid et les violences policières aux États-Unis étaient très répandues⁵.

Au milieu de cette période fébrile, un panel de discussion en ligne a été organisé par le collectif «Red May» à Seattle. Le débat («Covid, climat, urgence chronique: les antinomies de l'État») visait à explorer différentes approches interventionnistes et inédites de l'État durant la Covid⁶. Trois intervenants étaient prévus : le sociologue Alberto Toscano dont un article avait inspiré le thème du débat, et les deux théoriciens évoqués dans son texte : Andreas Malm et Anselm Jappe. Dans son pamphlet – «Corona, Climate, Chronic Emergency» [cf. le recueil *La chauve-souris et le Capital*, La Fabrique, 2020, *NdT*] – Malm soutenait que la démarche de «mobilisation générale» adoptée par l'État pour lutter contre la pandémie devait être étendue à la lutte contre la crise climatique. Quant à Anselm Jappe, dans *De Virus Illustribus. Crise du coronavirus et épuisement structurel du capital* (Crise et critique, 2020), coécrit avec Gabriel Zacarias, il soutenait que les interventions de l'État visant à «protéger» une population – de la Covid, du changement climatique ou de la crise économique – étaient vouées à l'échec, parce que l'État faisait inextricablement partie de la totalité sociale capitaliste qui a engendré les problèmes en premier lieu.

Le panel s'ouvrit sur la présentation de Toscano, avant que Andreas Malm ne soit invité à apporter sa contribution. Exhibant des biceps musclés, et apparemment coiffé d'un bonnet de prière Taqiyah, Malm annonça immédiatement qu'il venait de s'«extirper» contre son gré d'une manifestation de solidarité avec la Palestine à Malmö afin de participer à la discussion ; il «avoua» qu'il était trop emporté par l'«émotion», trop «bouillonnant» et «bouillant», pour se concentrer sur le thème prévu. Malm ne voulait discuter que d'un sujet ; il ne pouvait «s'empêcher» de se demander : «*Comment évaluer la conjoncture actuelle de la lutte de libération palestinienne? Comment exprimer notre admiration aux héros de la résistance à Gaza, dirigés par Mohammed Deif? Comment comprendre la dérive de l'entité sioniste vers l'extrême droite proto-génocidaire?*» Il ne put non plus se retenir de poser d'autres questions : «*Comment cela s'inscrit-il dans les tendances générales à la fascisation dans le Nord? Comment tirer les leçons de la résistance palestinienne et les appliquer comme modèle sur d'autres fronts [en particulier la crise écologique] ?*»

Anselm Jappe lui répondit qu'il «n'était pas venu ici pour entendre des discours de haine contre l'État juif», et que, si la discussion ne revenait pas au sujet proposé – à savoir la Covid, le climat et l'État –, lui et ses co-auteurs quitteraient le panel Zoom. Malm lui lança alors «*Ah oui, t'es un Allemand, n'est-ce pas ?*» avant de demander au modérateur, Ajay Singh Chaudhary, de déterminer si ses propos relevaient d'un discours de la haine. Invoquant son héritage personnel de «*Juif indien*», Chaudhary déclara qu'il n'avait «rien trouvé de haineux» dans les commentaires de Malm, et que l'accent mis par ce dernier sur le conflit israélo-palestinien était parfaitement «*en rapport*» avec le

sujet de la table ronde. Gesticulant et pointant le doigt vers l'écran, Malm affirma ensuite que les slogans de «*Mort aux Arabes*» criés dans «*les rues de la Palestine, dans les zones de 1948*» démontraient qu'Israël était sur le point de commettre un génocide, et que «*si toi, camarade Jappe, en tant qu'Allemand, tu ne supportes pas ma critique, alors c'est ton problème*».

Jappe reconnut que les actions d'Israël à Gaza pouvaient être critiquées comme étant indûment «*cruelles*» ; cependant, il ne voulait plus entendre «*quelqu'un faire l'apologie des fous antisémites du Hamas*» et il quitta la réunion. Reconnaisant que «*l'Allemand*» n'était plus là, Malm s'excusa auprès du reste du panel de l'avoir «*effrayé*», mais affirma qu'il ne pouvait pas «*trahir [ses] sentiments les plus profonds*» lorsqu'il s'agissait de la Palestine. Il aborda ensuite la question de l'État et du climat, mais ramena constamment la discussion à Israël. Selon Malm, «*l'ignorance généralisée et l'indifférence à l'égard de ce que la science juge nécessaire*» pour prévenir le changement climatique, et l'affirmation de la destruction de «*la forêt tropicale mondiale*», étaient «*assez similaires*» à l'ignorance de la «*destruction qui a lieu en Palestine en ce moment même*» et/ou à l'indifférence face à cette destruction.

La réaction au *contretemps* entre Malm et Jappe dans les cercles restreints, mais loin d'être insignifiants, de la gauche radicale «*très connectée aux réseaux sociaux*» pencha fortement en faveur de Malm, tout comme au sein du panel lui-même. Ni Toscano ni les autres intervenants ne mentionnèrent l'incident, et ils ne cherchèrent pas non plus à défendre «*l'Allemand*» contre l'attaque de Malm. Après l'événement, le modérateur Ajay Singh Chaudhary félicita Malm, dans un tweet, pour avoir montré comment «*La lutte palestinienne fait partie intégrante de la politique écologique mondiale de ce moment du XXI^e siècle [...] il n'existe bel et bien que deux camps [...] [et] aucun moyen magique de dépasser une politique qui sera violente parce que les conditions sont déjà violentes*».

Chaudhary ajouta : «*le véritable moment d'antisémitisme dans ce panel a été lorsque [Jappe] a identifié la solidarité avec la Palestine et la critique de "l'État juif" comme étant antisémites. Comme c'est le cas depuis longtemps, le sionisme lui-même est en fait antisémite ; il déteste les Juifs tels qu'ils existent réellement dans le monde, dans le cadre de l'extension du projet impérial européen, dans le cadre de la logique d'imitation des États-nations chrétiens.*» (cf. @materialistjew, 16 mai 2021) [Pour situer politiquement Chaudhary, on pourra consulter son CV universitaire: <https://thebrooklyninstitute.com/people/ajay-singh-chaudhary/>, NdT.]

Pour leur part, Jappe et ses co-auteurs publièrent une courte réponse sur le site Palim Psao. Selon eux, l'événement avait permis de vérifier «*une nouvelle fois – jusqu'à la caricature – que les soubresauts du Proche-Orient avaient pour le gauchisme une sorte de priorité atavique sur tout autre sujet. [...] On voudrait bien que le discours sur "l'antisémitisme de gauche" fût l'exagération d'une droite désireuse de faire oublier son passé. Malheureusement, il n'en est pas ainsi*».

Pourquoi ce désaccord entre Malm et Jappe mérite-t-il d'être raconté en détails ? Comparé au déluge d'antisémitisme en ligne (et hors ligne) qui a suivi la phase d'escalade [en Israël-Palestine, en avril-mai 2021, NdT], l'impact d'un désaccord mineur entre deux universitaires marxistes relativement obscurs – bien que Malm ait récemment gagné un lectorat de plus en plus large, au point d'être qualifié de «*première star internationale de l'écomarxisme à l'ère de la crise climatique*» – est sans doute d'une importance marginale⁸. Pourtant, la façon dont le débat se déroula, sa base conceptuelle, les modes d'argumentation, la terminologie utilisée et les réactions au débat éclairent la façon dont l'antisémitisme se manifeste dans l'arène intellectuelle, et dans les espaces de la gauche radicale en particulier. La divergence entre les positions de Malm et de Jappe n'est en aucun cas arbitraire ou contingente : elle résulte plutôt de divergences théoriques profondément ancrées dans des traditions distinctes de la pensée de gauche, traditions incarnées par ces deux intellectuels – même si je suis conscient qu'il s'agit évidemment d'une présentation schématique de leurs désaccords. Les divergences théoriques qui apparaissent au niveau de la relation entre le capitalisme et l'État – ici dans le débat initial sur le rôle de l'État dans la pandémie – se retrouvent dans leurs analyses respectives de l'antisémitisme, du sionisme et de l'État d'Israël.

Ce débat peut donc être considéré comme une cristallisation des formes contemporaines d'antisémitisme au sein de la gauche : en effet, la manière dont il se déroula et les réactions qu'il

suscita seront sinistrement familières à nombre de ceux qui ont cherché à contester cet antisémitisme au cours des deux ou trois dernières décennies. Mais il nous alerte également sur un nouveau front du discours antisémite, à savoir l'intégration de l'image d'Israël au centre de ce qui devient rapidement (et à juste titre) un point central du militantisme de gauche aujourd'hui, à savoir le changement climatique et la critique du «Capitalocène». En tant que tel, le débat Malm-Jappe illustre, en temps réel, la façon dont les visions antisémites du monde s'adaptent à un nouvel environnement.

Dans la première partie de ce texte, je décomposerai le débat Malm-Jappe en ses éléments constitutifs, pour chercher à découvrir la base conceptuelle du désaccord. Ce faisant, j'exposerai les nombreux éléments de l'antisémitisme contemporain qui apparaissent tout au long de ce bref échange. Dans la seconde partie, je m'interrogerai sur la signification du rejet brutal par Malm de la réaction prétendument «allemande» de Jappe. Je retracerai l'évolution historique de la position dite «allemande» sur l'antisémitisme que Malm considère comme acquise et montrerai comment le mépris de Malm pour une telle position – née d'une réflexion théorique et d'une lutte politique intenses – reproduit inconsciemment les positions d'une droite allemande qui cherche, au nom d'un État nationaliste revitalisé, à se débarrasser de la culpabilité (soi-disant «imposée par les Juifs») concernant l'Holocauste. En outre, je conclurai en expliquant que le rejet sommaire facilité par l'attribution de l'identité «allemande» à Jappe fonctionne de la même manière que le rejet d'interlocuteurs juifs (ou aujourd'hui «sionistes») en raison de leur partialité innée, de leur plaidoyer spécial ou de leur refus obstiné de se conformer aux nouvelles réalités. Comme c'est souvent le cas, ces commentaires désinvoltes révèlent bien plus que l'intention de l'orateur.

Israël : l'ennemi de «l'État»

Dès le départ, l'intervention de Malm nous frappe par sa teneur émotionnelle et son sentiment frénétique de l'urgence. Il admet qu'il ne peut pas retenir ses sentiments ; il refuse que sa passion «*la plus profonde*» soit freinée par les formalités rigides de l'étiquette «professionnelle» ou par les exigences du sujet traité. Depuis les rues de Malmö, son amour pour les Palestiniens, à plus de quatre mille kilomètres de là, est tel qu'il l'emporte sur toute autre priorité, y compris celle du changement climatique, et annule toute tentative de débat rationnel – en fait, ceux qui insistent sur ces rituels abstraits ne font que perpétuer l'oppression dont souffrent les Palestiniens.

Si l'on pense, à l'instar de David Nirenberg (*Antijudaïsme, Labor et Fides*, 2023), que l'opposition entre le «sentiment» intérieur et l'«honnêteté» (tous deux chrétiens) et la froide formalité et la politesse déloyale de la loi (juive) a été un pilier de l'«antijudaïsme» occidental pendant des siècles, il est clair, dès le départ, que l'approche du conflit israélo-palestinien par Malm est motivée par un sentiment moral inépuisable qui ne peut tolérer aucun compromis ni aucune limitation⁹.

En effet, il ne s'agit pas du tout d'un «conflit», si l'on entend par ce concept ce que Susie Linfield décrit comme une «*lutte non résolue, frustrante, complexe et douloureuse entre deux mouvements nationaux, chacun défendant une revendication justifiée sur la terre*¹⁰». Malm n'admet qu'une seule revendication légitime à une nation, à un État, à la terre et à la moralité elle-même, et elle appartient uniquement aux Palestiniens. Le nationalisme palestinien est ontologique, concret, éternel et ancré dans le sol. Le nationalisme juif est transitoire, abstrait, arbitraire, une concoction manifestement frelatée. Ce cadrage théorique est à nouveau souligné par le refus de Malm d'appeler Israël par son nom, et de se référer plutôt à l'«*entité sioniste*». Israël est ainsi privé de son statut d'État : ce n'est pas un véritable État-nation, mais un usurpateur, une parodie, qui imite de manière clownesque ce que Chaudhary décrira plus tard comme les agissements des «*États-nations chrétiens*», la véritable forme de l'État. Les slogans anti-arabes qui annoncent, selon Malm, une violence génocidaire ne sont pas criés à l'intérieur d'Israël, cette «*entité*» fictive, mais plutôt dans «*les rues de la Palestine, dans les zones de 1948*». Peu importe ce que dit le droit international sur la légitimité de l'existence d'Israël, pour Malm, la «Palestine» qui perdure éternellement sous le palliatif de la structure politique israélienne artificielle représente le «*véritable État*» du véritable «*peuple*» de la région, un peuple destiné à être à nouveau réuni avec sa terre naturelle.

Sans doute inconsciemment, le contraste entre le véritable État et la fausse «*entité*» qui fonde ici l'argument de Malm reproduit celui établi par l'idéologue nazi Alfred Rosenberg dans son pamphlet

de 1922 intitulé *Der Staatsfeindliche Zionismus*, ou «*Le sionisme, l'ennemi de l'État*¹¹». Pour Rosenberg, qui écrivait bien avant la création de l'État d'Israël, l'idée même d'un «État juif» savait le concept d'«État» en tant que tel. L'objectif de l'État était d'unir un «peuple» national à la terre avec laquelle il avait un lien inné, naturel – on pourrait dire «autochtone» – et de protéger ce peuple contre des forces extérieures destructrices. Un «État juif» était, de ce point de vue, une contradiction dans les termes. Les Juifs ne pouvaient être considérés comme un «peuple national» – ils n'avaient aucun lien avec une aucune terre ; ils existaient plutôt comme une force mondiale et cosmopolite, une «anti-nation» dont la présence savait l'unité intégrale de toute véritable nation qui avait le malheur de les accueillir. Si un «État juif» devait voir le jour, il serait nécessairement une exception méprisée, un paria dans la communauté des nations. Il servirait de quartier général pour orchestrer une conspiration mondiale visant à désintégrer le système des véritables États-nations dont il se déclarerait faussement membre. Pour Rosenberg, un tel «État» ne pouvait être sauvé par des moyens politiques, par ses actions : il était pourri de l'intérieur et ne pouvait être qu'intégralement rejeté.

On retrouve la même insistance sur le fait qu'Israël serait une «*erreur historique*» irrémédiable, un mal absolu, dans l'affirmation de Malm et Chaudhary selon laquelle la lutte des Palestiniens contre Israël serait une image réduite de la lutte pour sauver la planète d'un changement climatique catastrophique. Alors que, selon Malm, les «vrais» États peuvent et doivent agir comme la dernière ligne de défense contre la catastrophe climatique en adoptant une forme de «*communisme de guerre*», l'État israélien ne le peut pas¹². L'«*entité sioniste*» est un outil politique totalement exploiteur et destructeur, au-delà même de la rédemption communiste. En effet, comme l'explique Malm dans un article détaillé publié en 2017 dans le magazine *Salvage*, «*la relation entre la Palestine et le changement climatique [...] représente plus qu'une allégorie ou une analogie. Les combustibles fossiles font partie intégrante de la catastrophe depuis le tout début*¹³». L'existence du sionisme, et d'Israël lui-même, suggère-t-il, n'a rien à voir avec la théologie, l'antisémitisme, l'Holocauste ou la montée générale du nationalisme au cours du XIX^e siècle.

Il s'agit plutôt des résultats d'un stratagème de l'impérialisme britannique pour s'assurer l'accès aux réserves de combustibles fossiles au Moyen-Orient, et en particulier au pétrole, qui était en train de devenir rapidement «*le combustible fossile de pointe*» durant les premières décennies du XX^e siècle. Le projet d'établissement d'un «*foyer national pour le peuple juif*» est présenté ici comme une condition préalable nécessaire au développement capitaliste du XX^e siècle et à la destruction de l'environnement naturel provoquée par la production fondée sur les combustibles fossiles qui s'en est suivie. La trajectoire de la crise climatique suit donc celle d'Israël lui-même. Le changement climatique contraint des «*millions*» de personnes à travers le monde «*à suivre l'axe palestinien*», écrit-il. La planète entière est en train de devenir la Palestine.

Pour tenter de prouver cette affirmation, Malm invoque la création en 1932 d'un oléoduc transportant du pétrole de l'Irak à Haïfa. Malm fait l'éloge des attaques arabes contre l'oléoduc pendant le soulèvement anti-britannique et anti-juif de 1936 et le présente comme une sorte de militantisme climatique clairvoyant *avant la lettre*. Curieusement, il omet de mentionner que des militants sionistes attaquèrent également l'oléoduc dix ans plus tard, dans le cadre de leur propre lutte anticoloniale, et que l'oléoduc de Haïfa cessa complètement de fonctionner après la déclaration d'indépendance d'Israël et ne fut jamais rouvert. Malgré cet épilogue gênant pour son argumentation, Malm reprend son amalgame entre l'existence d'Israël et la catastrophe climatique quand il insiste sur le fait que, depuis sa création, Israël a facilité «*la domination américaine sur le Moyen-Orient et l'accès illimité à son pétrole*». Là encore, il omet de mentionner qu'Israël ne produit pratiquement pas de pétrole, alors que les nations arabes responsables de la majeure partie de la production mondiale de pétrole étaient, jusqu'à très récemment, aussi implacablement opposées à l'existence d'Israël que ne l'est Malm.

Si l'État d'Israël personnifie la destruction rapace de la planète sous le «Capitalocène», alors la Palestine représente la terre blessée elle-même, l'Eden perdu, empoisonné par le développement sioniste-capitaliste. «*Adopter la position palestinienne*, suggère Malm, *c'est, en fin de compte, choisir la nature comme son dernier et plus puissant allié*». L'essai paru dans *Salvage* conclut ainsi en établissant un parallèle direct entre la revendication palestinienne du «droit au retour» et celle du

mouvement climatique pour un retour à une «concentration de CO²» de «350 ppm». Si ces deux revendications aboutissent ensemble, suggère Malm, «les Palestiniens vivront dans leur propre pays, comme avant 1948» – au passage, il reconnaît que le «droit au retour» nécessite effectivement l'éradication d'Israël – et «la concentration de CO² reviendra en dessous des niveaux atteints à la fin des années 1980. [...] Du fleuve à la mer : les émissions de CO² doivent d'abord être éradiquées, puis devenir négatives». Pour Malm, la destruction de l'État d'Israël et le salut de la planète, et donc de l'humanité, constituent un seul et même processus.

Le « romantisme de la réaction »

Compte tenu de l'urgence de la situation, il n'est pas surprenant que, aux yeux de Malm, tout comme la crise climatique nécessite de multiples formes d'action directe, tout mode de résistance à l'«entité sioniste», d'où qu'elle vienne et sous quelque forme que ce soit, doit être indiscutablement soutenu. Ainsi, dans la discussion sur «Red May TV», Malm ne s'est pas contenté d'exprimer sa solidarité avec les Palestiniens de Gaza confrontés aux attaques israéliennes, ou aux habitants palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem, qui risquent d'être expulsés, mais il exalte explicitement «les héros de la résistance à Gaza, dirigés par Mohammed Deif». Mohammed Deif est le «commandant suprême» des Brigades Izz ad-Din al-Qassam, l'aile militaire du Hamas, les dirigeants islamistes féroce­ment réactionnaires et autoritaires de Gaza. Deif est considéré comme l'architecte de la campagne d'attentats-suicides visant les bus et les espaces publics israéliens au cours de la deuxième Intifada. Il a joué un rôle central dans le développement de l'artillerie du Hamas, des roquettes Qassam financées par l'Iran – celles qui étaient tirées sans discrimination sur les villes israéliennes au moment du discours d'Andreas Malm – ainsi que du réseau de tunnels destiné à permettre aux militants du Hamas de pénétrer en Israël pour y perpétrer des attentats.

Depuis qu'il a pris le pouvoir en utilisant la force à Gaza en 2007, le Hamas a impitoyablement réprimé l'opposition politique, les manifestations publiques et les organisations syndicales, tandis que les arrestations arbitraires, les enlèvements, la torture et les exécutions extrajudiciaires d'opposants constituent une menace constante¹⁴. Les droits des femmes ont été restreints, tandis que les homosexuels sont persécutés, voire tués¹⁵. Le contenu profondément antisémite de la charte fondatrice de l'organisation, qui s'inspire largement de la théorie du complot classique exposée dans *Les Protocoles des sages de Sion*, et du matériel diffusé quotidiennement sur ses chaînes de propagande, n'a pas besoin d'être expliqué ici¹⁶.

La romantisation par Malm d'un mouvement politique réactionnaire comme le Hamas – dont on peut supposer que, s'il s'agissait d'un «peuple» différent, Malm n'hésiterait pas à l'associer aux «tendances générales à la fascisation» qu'il diagnostique par ailleurs – illustre parfaitement la forme manichéenne d'«anti-impérialisme» qui domine la gauche occidentale depuis les années 1960. Comme on le sait, cette vision de la géopolitique part du principe inébranlable que tout ce que font les États-Unis, le Royaume-Uni, Israël et leurs alliés – les impérialistes, une catégorie qui, pour Malm, est interchangeable avec le «Nord global», plus militant – doit être combattu *a priori*, et que toute action de ceux qui prétendent s'opposer à eux doit être automatiquement soutenue, quels que soient les objectifs politiques ou les méthodes de ces opposants. Une fois qu'un État ou un mouvement a été admis dans le camp des «anti-impérialistes», tout est permis.

Les divisions qui, ailleurs, seraient considérées comme essentielles dans n'importe quelle autre analyse sociale – entre la gauche et la droite, les capitalistes et les travailleurs, les laïques et les partisans d'une théocratie, les militants écologistes et les négateurs du changement climatique – sont ici dissoutes dans la totalité homogène du «bon côté de l'Histoire». Une fois le soutien de l'Histoire assuré, il n'y a plus de différence morale entre une théocratie autocratique et une démocratie laïque – ou une protestation non violente, une attaque contre un char, la destruction de biens ou l'explosion d'un bus rempli de civils à cause d'une bombe actionnée par un candidat au suicide.

Le soutien de Malm au Hamas et à la lutte armée n'est pas mécanique ou teinté de regrets ; au contraire, il célèbre avec enthousiasme ses actions. En effet, il va jusqu'à recommander aux militants du changement climatique de prendre les méthodes du Hamas comme modèle. Rappelons que ces méthodes de «résistance» incluent les attentats suicides, les tirs de roquettes aveugles et le fait de

«couper la tête des Juifs» avec des «couteaux de cinq shekels» pour «humilier l'État juif^{A7}», selon la déclaration de Fathi Hammad, représentant du Hamas, une semaine avant l'apparition de Malm dans le programme de «Red May TV». Loin de se distancier de ces actions, la seule fois où Malm critique le Hamas dans l'article de *Salvage*, c'est pour avoir brièvement envisagé d'*abandonner* la violence en faveur d'une «trêve à long terme» avec Israël en 2015.

Comme dans le cas d'un Jeremy Corbyn ou d'un Seumas Milne [journaliste et directeur de la stratégie et de la communication de Corbyn entre 2015 et 2020, *NdT*], l'expression d'un soutien public à la violence politique (antisémite) ciblant des civils (juifs) semble engendrer un frisson par procuration chez certains militants de gauche : un frisson d'émerveillement narcissique devant leur propre dureté révolutionnaire, la fierté d'avoir cultivé la sensibilité endurcie et la moralité «supérieure» nécessaires pour accepter la mort et la destruction requises dans la poursuite de la cause. Mais étant donné les instincts autoritaires manifestes de Malm – son État léniniste inspiré par la période du «communisme de guerre» imposerait même le végétalisme – et son engagement militant explicite, son admiration pour une telle résistance «héroïque», sans parler de la satisfaction qu'il éprouve d'avoir «effrayé» Jappe au point que ce dernier ait quitté le programme, prend une teinte bien plus menaçante que la pose vaine et finalement impuissante d'un Corbyn.

La réaction de Jappe a, bien entendu, été provoquée par le soutien explicite de Malm au Hamas et à Dief ainsi que par l'utilisation du terme «proto-génocidaire» pour décrire l'attitude d'Israël à l'égard des Palestiniens. Il n'a pas du tout été provoqué, comme l'a prétendu plus tard Chaudhary, par l'expression d'une simple «solidarité avec la Palestine». Malgré la qualification de «proto», l'utilisation du concept de génocide dans ce contexte ne peut que porter en elle tout le poids de l'Holocauste ; elle crée implicitement une analogie entre les actions de l'État d'Israël (ou les espoirs de sa population) et l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis. Cette expression ouvre la voie aux comparaisons grossières entre Gaza et Auschwitz ou le ghetto de Varsovie, comparaisons courantes dans certains espaces de gauche, ainsi qu'aux accusations de prétendue collaboration sioniste avec Hitler, ou à l'amalgame graphique du sionisme et du nazisme dans des images qui mêlent l'étoile de David à la croix gammée. Ces modes de relativisation de l'Holocauste, de minimisation et d'accusation des victimes s'associent à des notions antisémites plus anciennes sur la prétendue «amoralité» juive, l'idée selon laquelle, privés du pardon chrétien, les Juifs sont incapables de «tirer les bonnes leçons morales» des souffrances passées. La distinction entre la situation à Gaza, le racisme anti-Arabs (indéniable) en Israël et la violence annihilatrice de l'Holocauste est si grande que brandir le terme de «génocide» dans le contexte d'un débat «émotionnel» sur la situation à Gaza relève de l'incitation délibérée.

La réaction dédaigneuse, voire méprisante, des autres membres du panel et du modérateur Chaudhary face à la protestation de Jappe est également instructive : quiconque a participé aux débats sur l'antisémitisme, Israël et le sionisme dans les milieux de gauche au cours des trois dernières décennies ne sera pas surpris par leur attitude. Chaudhary a immédiatement invoqué ses origines juives indiennes pour donner plus de poids moral à son rejet des préoccupations de Jappe. Dans un tweet ultérieur, posté probablement après une réflexion plus approfondie, Chaudhary a réitéré ce procédé ; étant donné qu'il était «la seule personne juive (je pense) impliquée dans cette discussion», il pouvait confirmer avec autorité que ni le Hamas ni son défenseur Malm n'étaient antisémites, mais que c'était plutôt le cas de Jappe et de la notion d'«État juif». En outre, non seulement l'«entité sioniste» antisémite incarne, pour Malm, la destruction du monde naturel, mais, pour Chaudhary, son «ethnocratie néo-fasciste» est «LE modèle de l'extrême droite mondiale» d'aujourd'hui. Le «néofascisme» israélien n'est pas lié de manière contingente, comme certains apologistes aimeraient le prétendre, aux politiques particulières du gouvernement Netanyahu, mais «remonte à la fondation du pays». Pour Chaudhary, le sionisme est un fascisme – par nature, par essence. Il n'est pas non plus une simple manifestation du fascisme d'aujourd'hui, mais constitue plutôt l'Ur-fascisme [le «fascisme primitif et éternel, selon Umberto Eco, *NdT*], le terrain même sur lequel repose le fascisme.

Cet argument a une logique : ceux qui prétendent voir de l'antisémitisme dans certaines «critiques» d'Israël – comme, par exemple, l'affirmation selon laquelle Israël serait le seul État sur

terre incapable de lutter contre le changement climatique et devrait donc être détruit pour sauver la planète – défendent le fascisme, le colonialisme, la destruction de l'environnement et l'antisémitisme lui-même. D'un point de vue de gauche, de telles personnes ne peuvent être considérées comme des camarades et devraient donc être exclues de la «communauté du bien» de la gauche¹⁸. Il est regrettable que la grande majorité de la population juive dans le monde fasse partie de cette catégorie de bannis, parce qu'elle considère qu'il existe une relation entre son identité juive et l'État d'Israël, même si elle désespère de sa trajectoire politique actuelle.

Mais ce n'est pas antisémite, selon cet argument, parce qu'une minorité de Juifs – comme Chaudhary lui-même, ou les membres de Jewish Voice for Labour [petit groupe de Juifs travaillistes très critiques vis-à-vis d'Israël et qui, comme LFI et Le Média en France, dénoncent surtout «l'instrumentalisation de l'antisémitisme», *NdT*] au Royaume-Uni – ont passé le test décisif de la gauche concernant Israël. Ils sont donc libres de mobiliser leur identité pour exonérer la gauche des fausses accusations d'antisémitisme portées par les Juifs qui ne réussissent pas ce test. Comme le dit David Hirsh, cela inverse le mantra classique des politiques identitaires. Au lieu de prétendre que leur identité juive leur donne «un aperçu spécial de la nature du racisme dont ils souffrent, aspect partiellement caché aux personnes extérieures», ici «l'appartenance au groupe ciblé leur procure [...] une connaissance spéciale, de l'intérieur, des affirmations égoïstes et malhonnêtes exprimées par la majorité des Juifs¹⁹».

«T'es un Allemand, n'est-ce pas ?»

Bien sûr, comme le souligne justement Chaudhary, Anselm Jappe n'est pas juif. Il est né en Allemagne, a déménagé en Italie durant sa jeunesse pour étudier la philosophie, a obtenu son doctorat en France, est devenu professeur et enseigne aujourd'hui en France et en Italie. Mais pour Andreas Malm, Jappe est tout simplement «l'Allemand». Il lui lance cette étiquette à trois reprises au cours de leur discussion : «T'es un Allemand, n'est-ce pas ?»; «si toi, en tant qu'Allemand, ne peux pas le comprendre, c'est ton problème»; «l'Allemand est parti». Pour les non-initiés, l'accent mis par Malm sur la germanité de Jappe dans ce contexte pourrait sembler n'être qu'une insinuation xénophobe déplaisante selon laquelle son lieu de naissance le rend incapable de reconnaître un génocide ou de s'y opposer. C'est en effet une partie du travail que la dénomination est censée entreprendre. Mais pour ceux qui connaissent mieux la topographie du paysage de la gauche marxienne contemporaine, il est clair que l'accusation d'être «un Allemand» lancée par Malm fait référence à la supposée obsession névrotique de la gauche allemande pour l'antisémitisme et à sa défense mécanique et culpabilisante d'Israël. Dans la seconde moitié de ce chapitre, je souhaite décortiquer le concept de «germanité» sous la forme accusatrice et méprisante utilisée par Malm, en retraçant sa généalogie politique et théorique, et la fonction qu'il remplit pour Malm dans ce débat.

Pour ce faire, il faut reconnaître d'emblée que la gauche allemande d'aujourd'hui est en effet une exception mondiale en ce qui concerne l'antisémitisme et les attitudes à l'égard d'Israël – bien que les positions antisionistes plus familières soient loin d'être absentes et qu'elles puissent lentement devenir dominantes²⁰. Cette idiosyncrasie est renforcée par (et est, dans une certaine mesure, responsable de) la *Erinnerungskultur*, la «culture du souvenir», de l'Allemagne, dans laquelle l'État, après la réunification, a fait de la commémoration de l'Holocauste et de l'éducation à son propos, un élément central de son existence. La représentation la plus notoire de cette tendance est le courant «anti-Deutsch» qui a connu une brève ascension dans les années 1990 et 2000. Ils sont devenus célèbres et méprisés dans les cercles de gauche internationaux pour avoir brandi des drapeaux israéliens lors de manifestations, perturbé des réunions de la gauche antisioniste et affronté des manifestants pro-palestiniens²¹. Mais la réticence à souscrire à l'antisionisme absolu qui est le prix d'entrée dans la gauche mondiale est partagée par un groupe beaucoup plus large au sein de la gauche allemande que les quelques militants explicitement affiliés à ce qui reste des anti-Deutsch.

Loin d'être un «réflexe allemand» irréflecti, ces positions n'étaient en aucun cas inéluctables ; elles sont plutôt le résultat de longues luttes, tant au niveau de la théorie que de la pratique – non seulement au sein de la gauche elle-même, mais plus largement en Allemagne. Bien que certains aspects de ces débats aient eu des résonances spécifiquement allemandes, une grande partie de ce qui était (et est) encore en jeu – la signification et l'importance de l'Holocauste ; et la manière dont il

s'inscrit dans la relation plus large entre l'antisémitisme, le génocide, l'État, le nationalisme et la modernité capitaliste – était et reste d'une importance capitale partout où ces formes existent. Dans ce contexte, les échecs de la gauche mondiale contemporaine en matière d'antisémitisme – qu'il s'agisse d'incidents mineurs comme le débat Malm-Jappe ou de la crise majeure précipitée par la direction du Parti travailliste britannique sous Jeremy Corbyn – peuvent être en partie attribués à l'ignorance des fondements théoriques et politiques du débat allemand, ou à l'incapacité de les comprendre ou de s'y confronter, ou encore de prendre en compte les leçons applicables dans des contextes non allemands : un échec que le rejet narquois de Malm contre Jappe, cet «*Allemand*», démontre clairement.

D'un point de vue théorique, la position dite «*allemande*» sur l'antisémitisme remonte à la théorie critique de l'antisémitisme développée par Theodor W. Adorno et Max Horkheimer²². Durant les premières années de l'ère nazie, Adorno et Horkheimer avaient souscrit à une version de l'analyse marxienne orthodoxe. C'est-à-dire qu'ils considéraient l'antisémitisme comme une forme d'idéologie consciemment et cyniquement propagée par la classe dirigeante pour détourner l'attention de l'oppression de la classe ouvrière et ainsi la renforcer²³ ; un moyen interchangeable au service d'une fin plus fondamentale : la domination de la classe. Mais, au début des années 1940, la centralité, plutôt que la contingence, de l'antisémitisme exterminateur dans le projet nazi commença à devenir évidente, et Horkheimer et Adorno révisèrent leur position. En outre, le soutien aux politiques antisémites – du boycott économique à l'anéantissement final en passant par l'enfermement dans des ghettos et les déportations – parmi les Allemands «ordinaires», y compris les travailleurs, ce soutien ne fut pas tiède ou forcé, mais enthousiaste et authentique. Pour expliquer cette adhésion à l'antisémitisme dans l'ensemble de la société, il fallait comprendre comment l'antisémitisme avait surgi des fondements mêmes de cette société, ou y avait été intégré – dans ses concepts, sa psyché collective, son mode d'existence.

Dans *La dialectique de la Raison*, et tout au long de leur carrière, Horkheimer et, en particulier, Adorno cherchèrent à identifier les racines de l'antisémitisme et d'Auschwitz dans les interactions entre universalité et particularité, identité et non-identité, rationalité et mythe tout au long de l'évolution de la société occidentale²⁴. Bien que certaines particularités historiques aient fait de l'Allemagne le lieu où l'antisémitisme exterminateur atteignit son apogée, Adorno soutint que la rationalité et l'identité fétichisées imposées par les rapports d'échange obligatoires de la modernité capitaliste, et les sentiments d'impuissance face aux vastes bureaucraties d'État, à la domination technologique et aux bouleversements incessants créés par l'économie capitaliste mondiale, avaient créé des conditions sans précédent pour l'exacerbation et l'activation politique d'un antisémitisme jamais loin de la surface. Ainsi, il affirma dans *Dialectique négative* (Payot, 2003) que «*Hitler imposa un nouvel impératif catégorique aux êtres humains dans leur condition de non-liberté : organiser leur pensée et leur conduite de telle manière qu'Auschwitz ne se répète jamais, de manière à ce que rien de semblable ne se reproduise jamais*²⁵.»

Durant les décennies qui suivirent la fin de la guerre et la construction de la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest, cet impératif du «Plus jamais ça !» impliqua une vigilance constante à l'égard de l'antisémitisme qui, selon Adorno, restait latent au sein de la société et de l'État ouest-allemands. Certes, la République fédérale était une démocratie, et donc qualitativement distincte de l'autoritarisme totalitaire du régime nazi, mais elle était fragile et avait été imposée de l'extérieur, au lieu d'être mise en place par les Allemands eux-mêmes. Adorno soutenait que dans un tel contexte, la montée de partis de droite récemment «aseptisés» – censés ne plus être explicitement antisémites – signifiait que «*la survie du national-socialisme au sein de la démocratie [était désormais] potentiellement plus menaçante que la survie des tendances fascistes – c'est-à-dire des partis explicitement néo-nazis – hostiles à la démocratie*²⁶». Adorno se concentra en particulier sur les dangers de ce qu'il appela «*l'antisémitisme secondaire*», qui consistait à minimiser les événements de l'Holocauste, à atténuer la culpabilité des auteurs, à suggérer que les victimes avaient, d'une manière ou d'une autre, provoqué leur persécution, ou à accuser les victimes de chercher à tirer profit, financièrement ou politiquement, du passé en le remettant sans cesse sur le tapis, et d'imposer ainsi un «*complexe de culpabilité*» national qui empêchait l'Allemagne d'aller de l'avant²⁷.

Malgré l'influence considérable d'Adorno dans la gauche allemands jusqu'à sa mort en 1969, sa critique du fascisme latent au sein de la République fédérale, et son exigence que «*plus jamais*» un Auschwitz ne puisse se produire, furent réinterprétées par une nouvelle génération de militants de gauche. Suivant le genre de retournement dialectique diagnostiqué par son propre travail, ces militants renversèrent ses injonctions – comme il le reconnut en privé²⁸. À la fin des années 1960 et dans les années 1970, certains groupes de la gauche radicale en Allemagne commencèrent à considérer la République fédérale comme étant non seulement potentiellement mais *réellement* fasciste – position qu'Adorno rejeta explicitement – tandis que la politique étrangère des États-Unis, en particulier la guerre brutale au Viêt Nam, était régulièrement caractérisée comme une extension directe du régime nazi²⁹. Cet amalgame entre l'«impérialisme» américain – qu'il vaudrait peut-être mieux analyser comme un anticommunisme paranoïaque et destructeur – et l'Holocauste revenait en fait à relativiser la Shoah, faute d'avoir saisi la distinction conceptuelle cruciale entre le meurtre de masse et l'extermination, «*le meurtre administratif de millions d'innocents*»³⁰. Confondre les deux catégories – de la même manière que la droite allemande chercha à assimiler le bombardement de Dresde aux chambres à gaz – exonérait implicitement l'ancienne génération d'Allemands qui avaient vécu sous l'ère nazie. Si le Vietnam était un génocide, un nouvel Auschwitz, alors ni les nazis ni le peuple allemand ne devaient souffrir d'une forme exceptionnelle de culpabilité.

En outre, pour la nouvelle gauche allemande comme ailleurs, la victoire surprise d'Israël dans la guerre de 1967 contre divers États arabes semblait montrer clairement qu'Israël faisait lui aussi partie du projet impérialiste : un État fasciste et nazi de plus qu'il fallait vaincre, par tous les moyens nécessaires, pour «*empêcher un nouvel Auschwitz*». En fait, comme l'a écrit Paul Berman, pour une grande partie de la gauche radicale allemande, Israël était devenu «*le lieu crypto-nazi par excellence, le plus pur de tous les exemples de la façon dont le nazisme n'avait jamais été vaincu, mais avait au contraire perduré dans le présent sous des formes de plus en plus rusées*». Quel meilleur déguisement qu'un État juif le nazisme pouvait-il revêtir³¹ ? Les parallèles avec l'affirmation de Chaudhary selon laquelle, dès sa fondation, Israël fut le modèle du fascisme post-nazi sont évidents.

Dans le sillage de 1967, les mouvements étudiants allemands adoptèrent des résolutions qu'aurait pu signer Malm et condamnèrent l'«*entité sioniste*» comme une «*tête de pont de l'impérialisme*». La culpabilité liée à la mort de six millions de Juifs ne devait pas empêcher de reconnaître la Nuit de Cristal «quotidienne» qu'Israël imposait aux Palestiniens³². Des révolutionnaires allemands se rendirent au Moyen-Orient pour s'entraîner avec des militants palestiniens. Des actions directes contre des cibles juives et israéliennes suivirent. En 1969, le lendemain de l'anniversaire de la Nuit de Cristal, un centre communautaire juif de Berlin – construit sur le site d'une synagogue incendiée pendant la Nuit de Cristal elle-même – fut l'objet d'un attentat à la bombe par un groupuscule d'extrême gauche, après la profanation de tombes juives avec les mots «*Shalom + Napalm*»³³.

En 1972, la célèbre militante de gauche Ulrike Meinhof présenta le meurtre de 11 athlètes israéliens à Munich comme une attaque contre le «*nazi-fascisme d'Israël*», une attaque brillamment menée sur le sol allemand même où les graines de l'existence criminelle d'Israël avaient été semées pour la première fois³⁴. Quatre ans plus tard, des militants allemands aidèrent des membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) à détourner un avion reliant Tel-Aviv à Paris. (La campagne de détournements d'avions, de prises d'otages et d'attentats à la bombe du FPLP continue d'être présentée de façon romantique par la gauche contemporaine, comme le fait Malm dans son article dans *Salvage*.) Atterrissant à Entebbe, en Ouganda, les pirates de l'air séparèrent scrupuleusement les passagers juifs et israéliens des autres, libérèrent les non Juifs, et menacèrent de tuer les passagers si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. Une mission secrète menée par des commandos israéliens permit finalement de sauver les personnes enlevées³⁵.

Le spectacle grotesque de militants d'extrême gauche allemands participant à des «sélections» de Juifs – dont au moins un survivant des camps d'extermination – en les menaçant de leur arme, à peine trente ans après l'Holocauste fut finalement trop dur à supporter. Les discussions au sein de la gauche, tant au niveau intellectuel que militant, commencèrent à réévaluer les hypothèses qui sous-tendaient l'amalgame entre la politique étrangère des États-Unis, l'«impérialisme» israélien et l'extermination des Juifs par les nazis. L'idée que l'antisémitisme ne se limitait pas à l'extrême droite ou à la classe

dirigeante, mais qu'il était ancré dans la société dans son ensemble – y compris, semble-t-il, dans la gauche anticapitaliste – devait être reprise au sérieux.

Marx, Postone et «l'anticapitalisme romantique»

Pour une partie de la gauche allemande, il fallait revenir à Marx afin de trouver les outils nécessaires pour réévaluer la relation entre l'antisémitisme, la société capitaliste et l'opposition déclarée contre cette société. Un nouveau courant de la théorie marxienne, fortement redevable à Adorno, apparut au milieu de l'explosion militante à la fin des années 1960. Ce courant chercha à reconstruire la critique de l'économie politique de Marx à partir des textes originaux, en rejetant les distorsions imposées par des décennies de filtrage opéré par les Soviétiques et les partis communistes officiels. Il serait peu judicieux de résumer en quelques lignes une littérature incroyablement riche. Je peux seulement indiquer que, au lieu de critiquer le capitalisme du point de vue de la classe ouvrière, cette «nouvelle lecture de Marx» a cherché à définir les formes sociales qui structurent la société capitaliste dans son ensemble, y compris du point de vue de la classe ouvrière – la marchandise, le capital, la valeur et l'argent. Selon cette démarche, le mouvement de ces formes crée les conditions sociales qui font dépendre notre survie de la production constante d'une valeur toujours croissante par le biais du travail et de l'échange de marchandises. Ces conditions générales échappent au contrôle de tout acteur social particulier, aussi puissant soit-il. Le besoin capitaliste de collecter toujours plus de profit – exigence qui, comme Malm le reconnaît à juste titre, est au cœur de la crise climatique actuelle – n'est pas fondamentalement dû à l'immoralité personnelle des capitalistes, bien qu'il existe sans aucun doute des capitalistes immoraux. D'une façon inéluctable, il résulte plutôt d'une société dans laquelle la reproduction de la vie elle-même est inextricablement liée à la reproduction et à l'expansion de la valeur.

Contrairement à ce que pense Malm, l'État ne peut être utilisé pour s'opposer à cette société. Et dans cette perspective – partagée par Anselm Jappe, dont les travaux s'inspirent fortement de la tradition de la critique de la valeur – l'État est «*la forme politique de la société [capitaliste]*» elle-même, et il dépend donc de la reproduction continue de cette société³⁶. La validité d'un État particulier dans cette société ne repose pas sur un lien ontologique entre un «peuple» et une «terre» – la base du rejet par Malm de l'«*entité sioniste*» et de la romantisation de la supposée indigénité palestinienne – mais sur la capacité de l'État existant à défendre ses frontières, à réprimer les troubles internes et à intégrer ses citoyens dans le marché mondial capitaliste. Le nationalisme romantique n'explique pas l'«*origine*» sous-jacente de l'État ; il constitue plutôt un fantasme consolateur : une réponse secondaire à la division, à la contradiction et au conflit qui constituent une société fondée sur le mouvement du capital ; une tentative de transcender la fragmentation par l'imposition de l'unité nationale. Dans une telle perspective, il n'y a aucune raison de rejeter un État juif – si ce n'est le rejet de la forme étatique en tant que telle, ce qui exclut le soutien à un État de Palestine.

Dans son essai fondamental («Antisémitisme et national-socialisme» publié en 1986³⁷) et qui a exercé une grande influence par la suite, Moishe Postone tenta d'utiliser la théorie de la forme-marchandise pour mieux comprendre l'antisémitisme et l'Holocauste. Ayant auparavant étudié à Francfort, Postone soutint que le nazisme devait être compris comme une forme romantique d'anticapitalisme, dans laquelle les aspects positifs et «concrets» de la société capitaliste – le travail manuel, la production industrielle, l'État-nation – étaient opposés aux éléments «abstrait» intangibles et destructeurs : l'argent, la finance, l'intérêt, le cosmopolitisme sans racines. Les transformations dramatiques, déroutantes et souvent traumatisantes de la vie quotidienne provoquées par le développement de la société capitaliste sont imputées à la contamination de la communauté nationale des producteurs par la finance internationale, l'intérêt et l'argent. Cette critique «tronquée» du capitalisme ne reconnaissait pas (avec Marx) que, dans la société capitaliste, le concret (la valeur d'usage) et l'abstrait (la valeur d'échange) étaient des conditions préalables nécessaires l'une à l'autre ; cette critique ouvrait la voie à une forme moderne d'antisémitisme racialisé, dans lequel la dimension abstraite du capitalisme était «biologisée» (ou concrétisée) sous le nom de «Juifs». Pour les nazis, écrit Postone, «*les Juifs n'étaient pas simplement considérés comme des représentants du capital*» – selon la critique marxiste standard de l'antisémitisme ; ils «*devenaient la personnification*

*de la domination du capital en tant que forme sociale aliénée, domination intangible, destructrice, immensément puissante et internationale*³⁸». La tentative d'extermination des Juifs essayait donc de sauver l'élément concret du capitalisme contre sa déformation abstraite incarnée par les Juifs.

Le lien que Postone établit entre les critiques «*personnalisées*» du capitalisme et l'antisémitisme n'est ni immédiat ni automatique. L'association des *Juifs*, en particulier, avec le pouvoir secret mais omnipuissant que représenteraient la finance «*improductive*», l'intérêt, l'usure, etc., ne peut s'expliquer par la simple existence d'une vision du monde qui oppose ces phénomènes au travail productif «*concret*». Elle nécessite plutôt une analyse historique de l'imbrication profonde de l'antijudaïsme avec les fondements conceptuels de la culture occidentale et chrétienne³⁹. En outre, même dans l'histoire de l'antisémitisme, la volonté d'extermination de l'Holocauste reste un cas isolé ; elle exigeait une explication à un niveau de spécificité concrète, hors de portée de la Théorie critique. Néanmoins, à un niveau abstrait, les éléments de base de la vision antisémite nazie du monde sont visibles dans de nombreux autres cas, y compris dans les mouvements de gauche⁴⁰. Les nazis partageaient un anticapitalisme romantique, fondé sur la fétichisation de l'État conçu comme la première ligne de «*protection*» d'une communauté nationale de producteurs contre des forces mondiales destructrices ; et cet anticapitalisme pouvait nourrir une mobilisation politique au sein d'une société profondément façonnée par des siècles de pensée antijuive. Partout où ces éléments sont présents, la possibilité d'antisémitisme l'est également.

Dans un article ultérieur, Postone s'appuya sur cette analyse pour affirmer que la gauche «*anti-impérialiste*» contemporaine, toujours tributaire d'une vision manichéenne du monde héritée de la guerre froide, fétichisait désormais la «*domination abstraite et dynamique du capital [...] au niveau mondial comme celle des États-Unis ou, dans certaines variantes, comme celle des États-Unis et d'Israël*⁴¹». L'État d'Israël prenait ici la forme personnifiée et détestée de la domination abstraite autrefois exercée par la «*juiverie internationale*».

C'est précisément cette position qui sous-tend le soutien de Malm au Hamas et leur aversion pour l'«*entité sioniste*». Pour Malm comme pour Chaudhary, Israël est une «*concrétisation*» de la domination abstraite du capital mondial responsable du changement climatique. Le Hamas, quant à lui, représente la rébellion du concret contre l'abstrait, la vraie nation opposée à une fiction légaliste dans une ultime tentative de sauver la nature elle-même contre cette «*force étrangère, dangereuse et destructrice*» qui menace la planète entière⁴².

Pour Postone, cette fétichisation de mouvements comme le Hamas ou le Hezbollah, et la rationalisation de leur antisémitisme et de leurs formes terroristes de «*résistance*» comme une réaction peut-être regrettable mais compréhensible à l'agression israélienne, méconnaissait fatalement la nature de l'antisémitisme dans les sociétés arabes contemporaines. La prévalence généralisée des théories complotistes classiques comme celle des *Protocoles des sages de Sion* sur les Juifs n'était pas due à un retard supposé du «*monde musulman*», ni, dans l'ensemble, aux actions réelles d'Israël, mais plutôt à l'incapacité des États arabes à s'adapter aux exigences du capitalisme néolibéral.

Les luttes pour la démocratie qui éclatèrent lors des Printemps arabes constituèrent une réponse à ces échecs ; expliquer le déclin économique par une conspiration mondiale menée par des «*sionistes*» tout-puissants en était une autre. Pour Postone, cette seconde hypothèse sous-tendait «*un mouvement anti-hégémonique populiste profondément réactionnaire et dangereux, notamment pour tout espoir de politique progressiste dans le monde arabo-musulman*». Selon Postone, le fait que la gauche occidentale n'opérait aucune distinction entre ces deux réponses, qu'elle les confondait dans un seul récit romantique de «*résistance*», signalait «*l'impuissance*» de la gauche, la perte totale de ses repères politiques et moraux.

L'article initial de Postone sur le potentiel antisémite de l'anticapitalisme romantique fut en partie stimulé par ce qu'il percevait comme l'incapacité de la gauche allemande à reconnaître l'importance (ou à remettre en question) la rencontre entre Reagan et Kohl en 1985. Le président américain néoconservateur et le chancelier ouest-allemand avaient en effet décidé de se rendre au cimetière de Bitburg pour une cérémonie commémorative sur les tombes des soldats de la Wehrmacht et de la Waffen SS. Reagan justifia sa visite en affirmant que les conscrits allemands, y compris certains membres de la SS, étaient autant «*victimes*» du nazisme que ceux qui étaient morts dans les camps,

et suggéra ensuite que l'Allemagne s'était vu imposer pendant trop longtemps «*un sentiment de culpabilité*» qui n'était «*pas nécessaire*». Selon des sondages, plus de 75 % de la population ouest-allemande soutenait cette visite. L'année suivante vit le déclenchement de la célèbre *Historikerstreit*, la «querelle des historiens», durant laquelle plusieurs historiens allemands de droite soutinrent que l'Allemagne devait «*rompre définitivement*» avec son passé nazi et rejeter le fardeau de la responsabilité historique afin de construire une identité nationale moderne et sûre d'elle-même. Selon eux, l'ère nazie ne relevait pas de la responsabilité du peuple allemand dans son ensemble, mais était le résultat d'une bande criminelle qui avait pris la nation en otage. Les crimes des nazis n'étaient pas non plus exceptionnels d'un point de vue historique et ne différaient de ceux de l'Union soviétique que par des détails techniques. En effet, le nazisme était à bien des égards une réponse rationnelle, bien qu'erronée, à la révolution bolchevique. En outre, la défaite du Reich allemand et le transfert forcé des populations allemandes d'Europe de l'Est après la guerre avaient constitué un «second *Untergang*» [un second effondrement, une seconde catastrophe] comparable à celui des Juifs d'Europe.

Pour Postone et d'autres figures de l'école de Francfort telles que Jürgen Habermas, la droite tentait, de façon concertée, de «normaliser» et donc d'aseptiser à la fois l'antisémitisme nazi et l'Holocauste lui-même au nom d'un nouveau projet nationaliste allemand. La volonté de disculper et de réconcilier l'Allemagne avec son passé, de se débarrasser d'une culpabilité imposée par des forces extérieures, était l'expression de l'«*antisémitisme secondaire*» qu'Adorno avait identifié vingt ans plus tôt. En effet, la droite allemande était beaucoup moins embarrassée que nos distingués historiens pour identifier explicitement qui avait, précisément, «*imposé*» un complexe de culpabilité au peuple allemand. Les coupables étaient et restent clairs : Israël et ses partisans sionistes exploitaient la mémoire de l'Holocauste pour obtenir une rançon morale, politique et financière de l'État allemand⁴³. Cet argument fut ensuite universalisé par Norman Finkelstein dans *L'industrie de l'Holocauste* (La Fabrique, 2001) : pour Finkelstein, Israël et ses partisans ne se contentaient pas d'instrumentaliser l'Holocauste pour obtenir une récompense politique et financière de l'Allemagne, ils tentaient de faire chanter la planète entière⁴⁴.

Selon Postone, le fait que la gauche allemande n'ait pas protesté sérieusement contre la visite [de Reagan et Kohl] au cimetière de Bitberg ou qu'elle n'ait pas critiqué l'*Historikerstreit* (la querelle des historiens), alors que des centaines de milliers de sympathisants allemands de gauche manifestaient contre les actions américaines en Amérique du Sud, faisaient partie du même phénomène de refoulement et de relativisation du passé nazi exprimés par la droite. À moins d'engager «*une confrontation ouverte et permanente avec le passé nazi et son refoulement*», avertissait-il, les tentatives de la gauche de forcer l'Allemagne à rompre avec les États-Unis et l'OTAN, ou de chercher à retrouver l'esprit d'un radicalisme de gauche allemand pré-nazi, risquaient de sanctionner un «*rejet traditionnel de l'Occident par l'Allemagne, doublé d'un retour aux vertus teutoniques qui ont fait de l'Allemagne, dans le passé, le fléau de la terre*⁴⁵». Il ne pouvait y avoir d'Allemagne «*nouvelle*» ou de «*solution alternative*» radicale, à moins qu'elle ne se «*définisse, de façon constante et consciente, contre cet élément ancien et pérenne du passé allemand*⁴⁶».

C'est dans ce contexte que le mouvement anti-Deutsch surgit après la chute du mur de Berlin et l'apparition du spectre de la réunification allemande. D'un côté, la droite défendait l'idée que la création d'une nouvelle identité nationale allemande nécessitait de minimiser l'Holocauste, d'aseptiser l'ère nazie et de s'opposer (implicitement) à l'emprise supposée d'Israël sur la politique allemande. Pour les anti-Deutsch, la perspective d'une nouvelle Allemagne, se débarrassant des derniers vestiges de sa culpabilité historique pour l'Holocauste afin de reprendre sa place sur la scène mondiale et de dominer à nouveau l'Europe politiquement et économiquement, favorisait la renaissance de l'extrême-droite. De l'autre côté, une partie de la gauche approuvait les tentatives de la droite d'aseptiser le passé nazi en le dissolvant dans des théories universelles sur la lutte des classes ou l'impérialisme ; ces conceptions niaient la légitimité du nationalisme juif – et uniquement du nationalisme juif – et leur opposition à l'«impérialisme» israélien conduisait – au mieux – à fermer les yeux sur l'antisémitisme, ou, au pire, à propager la romantisation fétichiste de mouvements politiques antisémites réactionnaires.

Pour leur part, les anti-Deutsch cherchaient à perturber l'inquiétante «*atmosphère d'“informalité” et de redécouverte allemandes*» et «*insistaient sur la commémoration de l'Holocauste et la confrontation avec le passé national-socialiste de l'Allemagne en tant que piliers de tout projet de gauche*⁴⁷». La victoire d'une gauche, et d'une Allemagne réunifiée, prenant l'antisémitisme au sérieux dans ce contexte n'était en aucun cas garantie. Si le nouvel État allemand a conservé précieusement une culture de la commémoration, symbolisée par le Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin – et il n'a pas été fondé sur la réconciliation avec le passé, la relativisation de l'Holocauste et le rejet de la responsabilité historique –, cela a été en grande partie un triomphe pour la gauche, une victoire sur ce qui aurait pu aboutir à une dangereuse reprise d'un nationalisme allemand agressif, même si c'est une victoire à la Pyrrhus pour les militants de gauche opposés à la notion même d'État-nation. Naturaliser le résultat de ce processus – alimenté en partie par des critiques radicales de la société capitaliste, en partie par des luttes concrètes contre les tentatives de la droite et de la gauche d'aseptiser l'histoire allemande et la signification de l'Holocauste – pour le réduire à un «*réflexe allemand*» inné, c'est ignorer d'autres résultats potentiels qui n'étaient pas moins, et à bien des égards plus, probables, ainsi que les dangers persistants – et même croissants – de l'antisémitisme dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

C'est aussi ignorer les nombreuses divisions au sein de la gauche antisioniste en Allemagne depuis l'émergence initiale du courant anti-Deutsch. Ironiquement, en 2001, Jappe lui-même a écrit une critique acerbe de la trajectoire des anti-Deutsch. Selon lui, le mouvement est revenu à une forme de nationalisme allemand inversé ; il s'est éloigné d'une position qui cherchait à comprendre les particularités de l'histoire allemande à la lumière du développement général de la modernité capitaliste, pour adopter une position qui fétichise le caractère maléfique unique de l'identité allemande à un niveau ontologique ; il relativise l'Holocauste en étiquetant des personnages comme Saddam Hussein ou Yasser Arafat comme de «*nouveaux Hitler*» ; et il propage une vision romancée du capitalisme anglo-américain. «*De même que l'antisémite veut un capitalisme sans juifs, suggère-t-il, l'anti-antisémite imagine un capitalisme sans antisémitisme et pense le trouver aux États-Unis*⁴⁸» – erreur qu'Adorno, pour sa part, n'a jamais commise.

«*Il n'existe que deux camps*»

Mais pour Andreas Malm, cette histoire complexe et contestée n'a aucune importance. De même que l'histoire tout aussi complexe et contestée du Moyen-Orient est réduite à un fantasme eschatologique d'une noble «*Palestine*» combattant une «*entité sioniste*» démoniaque, de même la figure réifiée de «*l'Allemand*» employée par Malm efface le processus continu de travail théorique et de lutte politique qui se cache derrière le refus de Jappe de tolérer l'éloge du Hamas. Pour Malm, la position de Jappe ne résulte pas d'une réflexion approfondie sur la relation entre le capitalisme, l'antisémitisme et Israël ; l'empreinte profonde de l'antijudaïsme sur les fondements de la pensée occidentale ; ou les mouvements politiques dangereux qui cherchent à blâmer les Juifs ou Israël pour les effets négatifs de la modernité capitaliste. Il s'agit simplement d'un produit irrationnel des racines d'un «*Allemand*».

De ce point de vue, la prise de conscience du pouvoir persistant et de l'attrait pan-politique de l'antisémitisme en tant qu'élément d'explication et de consolation face aux bouleversements incessants provoqués par la société capitaliste n'est guère plus qu'une pathologie héritée, une faiblesse constitutive, lâche et risible, quelque chose qu'il est facile d'«*effrayer*» pour s'en débarrasser. Pour Malm, cet héritage déformé s'exprime dans un type de caractère inné – absurdemment sensible, partial, dogmatique et moralisateur – qui se manifeste psychologiquement, théoriquement et politiquement, une identité à laquelle Jappe ne peut échapper, même s'il vit physiquement loin de la *Gemeinschaft* allemande. Il suffit donc que Malm dévoile publiquement la «*germanité*» de Jappe pour expliquer et donc rejeter sans autre considération tout ce qui concerne la position intellectuelle et politique de ce dernier. Le fait que ce rejet fonctionne à un niveau structurel de la même manière que le rejet par l'antisémite du «*Juif*» et du «*sioniste*» n'est peut-être qu'une coïncidence – mais une coïncidence malheureuse.

Le mépris de Malm pour «*l'Allemand*» est partagé par cette autre Allemagne, l'Allemagne qui

disparaît complètement de son analyse : un pays qui a longtemps cherché à se réconcilier avec son passé plutôt qu'à le rejeter, et à surmonter la culpabilité et la responsabilité historique au nom d'un nationalisme revigoré. Pour cette Allemagne, l'incapacité persistante à recréer le «véritable État» exigé par l'imaginaire romantique peut être imputée aux outsiders qui cherchent à obtenir des gains politiques et financiers en imposant un complexe de culpabilité – et à la lâcheté des Allemands qui se soumettent à de telles exigences, ceux qui, comme Jappe, n'ont pas la fierté et la force d'âme nécessaires pour enfin «fermer les livres sur le passé» et passer à autre chose. Les partisans de la restauration d'une vieille Allemagne dénoncent l'exploitation cynique de la souffrance historique des Juifs pour un gain politique et financier, exploitation qui serait accompagnée par des cris sans fin, sans fondement et manipulateurs dénonçant l'antisémitisme. Ce n'est pas du tout, bien sûr, ce qui intéresse Malm, mais la création d'une nouvelle Palestine.

Et comme le montrent clairement ses écrits et interventions passionnés, pour Malm, cette Palestine-à-venir, fondée sur la destruction de l'«entité sioniste», ne sera pas simplement un État de plus parmi d'autres, mais plutôt le symbole d'un monde émancipé, le signe avant-coureur d'une nature réconciliée et d'une humanité qui s'est rachetée. Comme tant de fois dans le passé, la particularité juive, têtue et récalcitrante, est ici présentée comme l'obstacle à la restauration de l'harmonie naturelle. Dans cette lutte pour le salut, en effet, «il n'existe que deux camps», les «sionistes» et les autres. Le fait que la plupart des Juifs de cette planète appartiennent à la première catégorie, à l'exception d'une infime fraction d'entre eux, et qu'ils soient donc une fois de plus présentés comme le malheur du monde⁴⁹ n'a, évidemment, rien à voir avec l'antisémitisme.

Matthew Bolton (contribution extraite de *The Rebirth of Antisemitism in the 21st Century*, ouvrage collectif dirigé par David Hirsh, Routledge, 2023. Le titre de l'article en anglais, « *Climate catastrophe, the “Zionist Entity” and “The German Guy” : An anatomy of the Malm-Jappe dispute* » a été modifié avec l'autorisation de l'auteur.)

NOTES

¹ Je remercie Hagen Troschke et Andrew Apostolou pour leurs commentaires sur les premières versions de ce texte.

² Durant la manifestation londonienne, l'ancien dirigeant du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn a pris la parole à côté d'une énorme caricature gonflable et «judéifiée» de Mohamed bin Zayed bin Sultan Al Nahyan, le cheikh des Émirats arabes unis, dotée d'un nez exagéré, de cornes et de griffes rouges. Ce dirigeant a joué un rôle central dans la normalisation des relations entre les Émirats arabes unis et Israël dans le cadre des «accords d'Abraham» de 2020. Cf. Georgia Gilholy, «The chilling scenes outside the Israeli embassy show the urgency of tackling anti-Semitism» (Les scènes effrayantes devant l'ambassade d'Israël montrent l'urgence de lutter contre l'antisémitisme). *CapX*, 18 mai 2021, <https://capx.co/the-chilling-scenes-outside-the-israeli-embassy-show-the-urgency-of-tackling-anti-semitism>.

³ Community Security Trust, *The Month of Hate : Antisemitism and extremism during the Israel-Gaza conflict*, Research Briefing, juillet 2021, <https://cst.org.uk/news/blog/2021/07/15/the-month-of-hate>.

⁴ ADL, *Antisemitism on Facebook, Instagram and TikTok in Response to Middle East Violence*, 19 mai 2021. <https://www.adl.org/blog/antisemitism-on-facebook-instagram-and-tiktok-in-response-to-middle-east-violence>.

⁵ Cf. Susie Linfield, «Palestine Isn't Ferguson», *The Atlantic*, 24 octobre 2021.

<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2021/10/israeli-palestinian-conflict-ferguson/620471>.

⁶ Red May TV, «Covid, Climate, Chronic Emergency : Antinomies of the State» *YouTube*, 14 mai 2021, https://www.youtube.com/watch?v=p_pamp3oi78. La contribution de Malm commence à

la 21^e minute.

⁷ Anselm Jappe, Sandrine Aumercier et Gabriel Zacarias, «Israël, encore et toujours l'obsession numéro un», <http://www.palim-psao.fr/2021/05/israel-encore-et-toujours-l-obsession-numero-un-par-anselm-jappe-gabriel-zacarias-et-sandrine-aumercier.html>, *Palim Psao*, 17 mai 2021.

⁸ Bue Rübner Hansen, «The Kaleidoscope of Catastrophe : On the Clarities and Blind Spots of Andreas Malm», *Viewpoint Magazine*, 14 avril 2021, <https://viewpointmag.com/2021/04/14/the-kaleidoscope-of-catastrophe-on-the-clarities-and-blind-spots-of-andreas-malm>.

⁹ Je remercie Marcel Stoetzler pour ce point. Cf. David Nirenberg, *Antijudaïsme*, [2013], Labor et Fides, 2023.

¹⁰ Linfield, «Palestine Isn't Ferguson», *op. cit.*

¹¹ Cette discussion sur Rosenberg et l'État s'inspire de l'article de Marcel Stoetzler, «Capitalism, the Nation and Societal Corrosion : Notes on 'Left-Wing Antisemitism'», *Journal of Social Justice*, 9, 1-45, (2019).

¹² Andreas Malm, *La chauve-souris et le capital*, La fabrique, 2020.

¹³ Andreas Malm, «The Walls of the Tank: On Palestinian Resistance», *Salvage*, 1^{er} mai 2017, <https://salvage.zone/in-print/the-walls-of-the-tank-on-palestinian-resistance> .

¹⁴ Jakob Eriksson, «Why Hamas Still Relies on Violent Repression to Control Gaza», *The Conversation*, 8 juin 2015. <https://theconversation.com/why-hamas-still-relies-on-violent-repression-to-control-gaza-42461>. Imogen Lambert, «Facing Years of Repression, Palestinians Continue to Flee Gaza», *The New Arab*, 3 décembre 2019, <https://english.alaraby.co.uk/analysis/facing-years-repression-palestinians-continue-flee-gaza>.

¹⁵ AP News Wire, «Hamas 'Guardian' Law Keeps Gaza Woman from Studying Abroad», *The Independent*, 5 novembre 2021. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/hamas-gaza-gaza-city-human-rights-watch-islamic-b1952015.html>. Diaa Hadid et Majd Al Waheidi, «Un commandant du Hamas, accusé de vol et de relations sexuelles homosexuelles, est tué par les siens», *New York Times*, 1^{er} mars 2016. <https://www.nytimes.com/2016/03/02/world/middleeast/hamas-commander-mahmoud-ishtiwi-killed-palestine.html> .

¹⁶ Meir Litvak, «The Anti-Semitism of Hamas», *Palestine-Israel Journal of Politics, Economics, and Culture* 12(2-3), pp. 41-46, 2005. Bassam Tibi, «From Sayyid Qutb to Hamas : The Middle East Conflict and the Islamization of Antisemitism», in Charles A. Small (dir.), *The Yale Papers : Antisemitism in Comparative Perspective*, Createspace Independent Pub, pp. 457-483, 2015.

¹⁷ Memri TV, *Memri.org*, 7 mai 2021, <https://www.memri.org/tv/snr-hamas-official-fathi-hammad-urges-people-jerusalem-cut-off-heads-jews-knives-day-reckoning-moment-destruction>.

¹⁸ Cf. David Hirsh, *Contemporary Left Antisemitism*, Routledge, 2017, p. 52 et suivantes.

¹⁹ David Hirsh, «It Was the New Phenomenon of Israel-focused Antisemitism that Required the New Definition» (C'est le nouveau phénomène de l'antisémitisme centré sur Israël qui a nécessité la nouvelle définition), *Fathom*, janvier 2021. <https://fathomjournal.org/it-was-the-new-phenomenon-of-israel-focused-antisemitism-that-required-the-new-definition-of-antisemitism-david-hirsh-responds-to-a-recent-call-to-reject-the-ihra>.

²⁰ Voir Sebastian Voigt, «Antisemitic Anti-Zionism within the German Left : *Die Linke*», in Charles A. Small (dir.), *Global Antisemitism : A Crisis of Modernity*, Brill, 2013, pp. 335-343.

²¹ Sur le mouvement anti-Deutsch, l'analyse historique la plus complète disponible (bien que la plupart du temps hostile à son égard) est celle de Raphael Schlembach, «Vers une critique du 'communisme' anti-Deutsch» (2010), <https://nnpf.eu/spip.php?article716> . [On pourra lire aussi les quatre chapitres traduits de *Contre la nation. Le mouvement antinationnel en Allemagne* de Robert Ogman, qui donnent une bonne idée du contexte qui a permis l'émergence de ce mouvement <https://nnpf.eu/spip.php?article733> , *NdT.*]

²² Voir Lars Fischer, «Antisemitism and the Critique of Capitalism» in Beverley Best, Werner Bonefeld et Chris O'Kane (dir.), *The SAGE Handbook of Frankfurt School Critical Theory*, Sage, 2018, pp. 916-931.

²³ Pour une critique de cette théorie «instrumentaliste de classe» de l'antisémitisme en relation avec la crise autour de Jeremy Corbyn, voir mon «Conceptual Vandalism, Historical Distorsion : The

Labour Antisemitism Crisis and the Limits of Class Instrumentalism», *Journal of Contemporary Antisemitism*, 3(2), pp. 11-30, 2020.

²⁴ Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, *Dialectique de la Raison* (1944), Gallimard, 1974.

²⁵ Theodor W. Adorno, *Dialectique négative* (1966), Payot, 1978.

²⁶ Theodor W. Adorno, «The Meaning of Working through the Past», in Rolf Tiedemann (dir.), *Can One Live after Auschwitz*, Stanford University Press, 2003, pp. 3-18.

²⁷ Cf. Lars Rensmann, *The Politics of Unreason*, SUNY Press, 2017, chapitre 8.

²⁸ Voir Hans Kundnani, *Utopia or Auschwitz*, Hurst & Co, 2009, p. 79.

²⁹ Cf. Stefan Müller-Doohm, *Adorno : An Intellectual Biography*, Polity Press, p. 456.

³⁰ Adorno, «The Meaning of Working through the Past.», *op. cit.*, p. 5.

³¹ Paul Berman, *Power and the Idealists*, Norton & Co, 2007, p. 54.

³² Kundnani, *op. cit.*, p. 90

³³ *Ibid.*, pp. 88-91.

³⁴ *Ibid.*, pp. 112-113.

³⁵ *Ibid.*, p. 134

³⁶ Anselm Jappe, *Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Lignes, 2011.

Werner Bonefeld, *The Strong State and the Free Economy*, Rowman and Littlefield, 2017, *passim*.

³⁷ Moishe Postone, «Antisémitisme et national-socialisme» (1986), <http://www.palim-psao.fr/article-31273595.html>.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Cf. David Nirenberg, *Antijudaïsme*, Labor et Fides, 2023.

⁴⁰ Nous ne devons donc pas assimiler l'antisémitisme au sein des mouvements de gauche à celui des nazis, car cela revient aussi à relativiser et minimiser l'Holocauste. Il en va de même pour l'antisémitisme islamiste. Lorsque les anti-Deutsch décrivent les mouvements islamistes, ou plus généralement les musulmans, comme les successeurs directs d'Hitler, ils ne font que refléter, de façon inversée, la façon dont la gauche anti-impérialiste colle une étiquette nazie aux États-Unis et à Israël dans le cadre de sa relativisation de l'Holocauste.

⁴¹ Moishe Postone, «Histoire et impuissance : mobilisation de masse et formes contemporaines d'anticapitalisme» (2006) <http://www.palim-psao.fr/2017/04/histoire-et-impuissance-politique-mobilisation-de-masse-et-formes-contemporaines-d-anticapitalisme-par-moishe-postone.html>.

⁴² Postone, «Antisémitisme et national-socialisme» (1986), <http://www.palim-psao.fr/article-31273595.html>.

⁴³ Pour de nombreux exemples contemporains de tels arguments émanant de citoyens allemands ordinaires, voir Monika Schwarz-Friesel et Jehuda Reinharz, *Inside the Antisemitic Mind*, Brandeis University Press, 2017, pp. 309-316.

⁴⁴ Norman Finkelstein, *L'industrie de l'Holocauste* [2000], La Fabrique, 2001.

⁴⁵ Moishe Postone, «Bitburg : May 5, 1985 and after – A Letter to the German Left», *Radical America*, 19(5), 10-17 (1985), <https://libcom.org/article/radical-america-1905-germany-left-and-right>.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁷ Raphael Schlembach, «Vers une critique du “communisme” anti-Deutsch» (2010), <https://nfnf.eu/spip.php?article716>

⁴⁸ Anselm Jappe, «Es gibt sie noch, die guten Deutschen», *Exit*, mars 2001. <https://www.exit-online.org/link.php?tabelle=autoren&posnr=330> ; Theodor W. Adorno et al., *Études sur la personnalité autoritaire*, (1950), Allia, 2007.

⁴⁹ L'historien allemand réactionnaire Heinrich von Treitschke écrivit dans un article publié en 1879 « *Les Juifs sont notre malheur* ». Cette affirmation avec le temps, s'est transformée en « *Les Juifs sont le malheur du monde* » et sera reprise par les nazis (NdT).